



Pour défendre la liberté de manifester, la liberté d'informer et des services publics garants de toutes les libertés démocratiques, mobilisons-nous pour le retrait de la loi «sécurité globale»

Lundi soir, plusieurs centaines de migrants ont été expulsés manu militari de la Place de la République à Paris, frappés, gazés, alors qu'ils s'étaient regroupés pacifiquement pour manifester contre les conditions indignes dans lesquelles ils sont maintenus depuis des mois, voire des années pour certains. Ce déchaînement de violence, ordonné par le préfet de police de Paris, aux ordres de la politique sécuritaire du gouvernement, a provoqué une large indignation, de l'écœurement, de la colère.

Les revendications des migrants sont simples : des places d'hébergement et un réel système d'accueil des exilés. Nos revendications sont simples : **pour des services publics qui répondent aux besoins de l'immense majorité de la population, nous exigeons 10% d'effectifs en plus dans toute la Fonction publique (Etat, hospitalière, territoriale), 10% d'augmentations de salaires tout de suite, 10% de temps de travail en moins... pour pouvoir en donner à tout le monde.**

Au lieu de ça, le gouvernement poursuit sa politique de dérèglementation dans tous les domaines : il offre des milliards aux patrons pour payer les plans sociaux, il balaie toutes les revendications urgentes des soignants, des enseignants, des agents et salariés chargés de faire fonctionner les services publics, il continue de fermer des lits et des services entiers dans les hôpitaux, il ignore les besoins urgents de millions de travailleurs pauvres écrasés par le confinement, et maintenant il plonge le pays dans l'arbitraire et la répression.

La violence d'Etat contre les migrants de la Place de la République montre ce que la loi « Sécurité globale », dans la continuité de l'état d'urgence dit sanitaire, prépare pour toute la population : se rassembler, revendiquer, contester devient immédiatement passible de peines d'emprisonnement et de fortes amendes.

Nous ne pouvons accepter une telle dérive autoritaire, de telles mesures de régression sociale, qui remettent en cause tous les fondements démocratiques issus de la Révolution française et qui rappellent les heures les plus sombres de l'histoire de notre pays.

La CGT Fonction publique (qui regroupe la fédération de la Santé et de l'action sociale, la fédération des Services publics et l'Union fédérale des syndicats de l'Etat) dénonce la répression d'Etat à l'encontre des travailleurs migrants et s'insurge contre toutes les atteintes aux libertés démocratiques.

La CGT Fonction publique appelle à rejoindre massivement les manifestations organisées samedi 28 novembre dans toute la France pour demander le retrait de la loi de « Sécurité globale », et exiger le respect des droits de manifester, de revendiquer, d'informer, de se déplacer.

Montreuil, le 25 novembre 2020